

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. A mon avis, la question que pose le député est irrecevable en ce moment. Ce qu'il demande, c'est une déclaration supplémentaire; peut-être pourrait-on le faire en une autre occasion, à l'appel des motions.

**M. Douglas:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je demande simplement au ministre de bien vouloir préciser sa déclaration et de m'indiquer le pourcentage du coût total de ce projet que le gouvernement fédéral consent à verser. C'est tout ce que je veux savoir.

**M. l'Orateur:** Cette question pourrait peut-être figurer au *Feuilleton*.

**M. Douglas:** A dix heures, monsieur l'Orateur.

[Français]

### EXPO '67

#### MONTRÉAL—INSTANCES VISANT À PERMETTRE À TOUS LES CITOYENS DE VISITER L'EXPO

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Gérard Laprise (Chapleau):** Monsieur l'Orateur, je voulais poser ma question au très honorable premier ministre, mais je vais la poser plutôt à l'honorable ministre du Commerce, ministre comptable de l'Expo à la Chambre.

Le ministre a-t-il reçu, de la part de certaines organisations de Montréal, des instances à l'effet que tous ceux qui voudront visiter l'Expo '67 pourront le faire, sans égard à leur situation financière, c'est-à-dire que tous pourront visiter l'Expo, même s'ils n'ont pas les moyens de le faire?

**M. l'Orateur:** A l'ordre! Je crois que la question posée par l'honorable député est de nature trop générale et, partant, irrecevable en ce moment.

**M. Laprise:** Pour être discutée à dix heures, monsieur l'Orateur.

[Traduction]

### L'INDUSTRIE

#### LA SOCIÉTÉ «GENERAL MOTORS»—LA SUSPENSION DE LA FABRICATION DE DEUX MODÈLES DE VOITURES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. A. Olson (Medicine Hat):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au premier ministre suppléant une question qui découle d'une déclaration de la *General Motors of Canada*, dans laquelle cette dernière annonce qu'elle ne produira plus au pays deux de ses modèles, soit l'Acadian et la Chevy II et qu'elle

[M. Douglas.]

importera ces modèles des États-Unis. La société *General Motors* a-t-elle donné au gouvernement l'assurance ou s'est-elle engagée, en conformité de l'Accord déjà conclu, qu'elle produira davantage d'autres modèles au Canada pour fin d'exportation aux États-Unis, en vue de contrebalancer cette baisse de production au Canada?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Ce n'est pas que je veuille me montrer vétilleux, mais je pense que la question du député de Medicine Hat est également de nature générale, en sorte qu'il m'apparaît douteux qu'il puisse la poser en ce moment.

**M. Olson:** Monsieur l'Orateur, pour vous indiquer la nature urgente et l'importance de la question, qu'il me soit permis de vous signaler que les journaux d'hier et d'aujourd'hui font état d'une déclaration ferme de la *General Motors*, dans laquelle la Société annonce qu'elle va cesser de produire deux de ses modèles populaires au Canada. A mon sens, la Chambre a le droit de savoir si le gouvernement a reçu l'assurance, conformément aux termes de l'Accord sur l'automobile, que cette baisse de production sera contrebalancée par d'autres exportations.

**L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie):** Monsieur l'Orateur, j'espère pouvoir donner l'assurance, sans entrer dans les détails, que les objectifs fixés par les compagnies d'automobiles pour la fin de l'année-modèles 1968 seront atteints.

**M. A. D. Hales (Wellington-Sud):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il assurer à la Chambre que ces modèles fabriqués aux États-Unis seront vendus au Canada au même prix qu'aux États-Unis?

**L'hon. M. Drury:** Le député parle malheureusement de modèles dont la production est arrêtée.

### LA RECHERCHE

#### L'APPUI D'UN PAYS ÉTRANGER AU PROJET HARP

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre suppléant. Attendu que le projet HARP de l'Université McGill, concernant les recherches spatiales, a été rejeté par le gouvernement fédéral, le premier ministre suppléant sait-il que l'entreprise sera appuyée par l'aide d'un pays étranger?

**L'hon. Paul Martin (premier ministre suppléant):** Je tiens à prendre note de cette très intéressante question.